



Parce qu'il n'y aura pas de trêve électorale dans la guerre aux classes populaires,

NPA Préparons maintenant la riposte !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 2 FÉVRIER 2012

Pas encore candidat, Sarkozy ! Mais décidé à prouver qu'il entend mener la guerre aux travailleurs s'il était réélu. Au-delà d'une touche de démagogie avec l'annonce d'une taxation dérisoire sur les transactions financières et un zeste de bricolage sur les permis de construire censés relancer l'activité, c'est l'annonce du programme le plus antisocial depuis 70 ans.

Travailler plus pour gagner moins

Avec l'instauration de la TVA antisociale, il s'agit d'exonérer les patrons du financement des allocations familiales, totalement ou partiellement, sur les salaires allant de 1,6 à 2,1 fois le SMIC. Ce sont 13 milliards de cadeaux supplémentaires qui seront ainsi faits aux patrons, sous prétexte de « compétitivité » et de « baisse des coûts du travail ».

En contrepartie, la TVA à taux dit « normal », qui était de 19,6% passera à 21,2%. En clair, c'est un nouveau plan d'austérité avec une nouvelle ponction sur le pouvoir d'achat des salariés et des classes populaires.

« *Est-il normal que les entreprises financent nos politiques familiales* », n'a cessé de répéter le président candidat. Avec le même raisonnement, demain, il pourra ajouter : « *Est-il normal que les entreprises financent des retraités qui ne travaillent plus, des travailleurs malades qui ne sont pas à leur poste de travail, des femmes qui cessent de produire parce qu'elles attendent un enfant ou des chômeurs qui ne produisent plus ?* »

C'est bien une régression vers cette société-là que prépare l'instauration de la TVA antisociale. C'est l'existence même de la Sécurité sociale, au travers de la remise en cause de son financement par les employeurs, qui est en jeu.

En outre, Sarkozy veut permettre aux entreprises de conclure des « accords de compétitivité » avec leurs salariés si une majorité d'entre eux l'acceptent. Ce qui se profile, au nom du chantage permanent au chômage, c'est un enterrement définitif des 35 heures, en renvoyant la négociation là où le rapport de forces est le plus défavorable aux travailleurs, c'est-à-dire au sein de l'entreprise et plus dans une loi qui s'impose à tous. C'est le

moyen de satisfaire une autre revendication du MEDEF : l'effacement du Code du travail, des Conventions et des Accords collectifs devant les « contrats » imposés au cas par cas par les patrons.

Ce ne sont pas les travailleurs, mais le patronat qui coûte cher à la société !

Alors trop élevé le « coût du travail » ? Pourtant, depuis la conception dans les bureaux jusqu'au bout de la chaîne de production en passant par l'administration et les transports, ce sont les travailleurs qui font fonctionner l'économie toute entière. Sans nous, ni richesses créées, ni profits pour les patrons. Le salaire qu'on nous paie, y compris le « salaire différé » des cotisations patronales, n'est en fait qu'une infime partie de la richesse que nous produisons collectivement. Alors, parlons clair : « baisser le coût du travail », c'est nous voler davantage. C'est tout simplement aggraver l'exploitation et l'injustice sociale.

Ne rien attendre du prochain président et préparer sans attendre une contre offensive

De son côté, François Hollande est entré officiellement en campagne et nous voilà prévenus ! Même s'il s'engage à ne pas appliquer la TVA antisociale, s'il est élu, il ne peut pas dissimuler qu'il s'apprête, tout comme Sarkozy, à faire payer la crise aux travailleurs.

Face à l'offensive concertée du patronat et du gouvernement, les travailleurs n'ont rien à attendre du résultat de ces élections. Tout dépendra de notre capacité à reconstruire, par la mobilisation, un rapport de forces pour imposer une augmentation des salaires en prenant sur les profits, un développement des services publics et de la protection sociale en taxant les riches, une protection des travailleurs en interdisant les licenciements.

C'est pour faire entendre cette voix que le NPA présentera la candidature de **Philippe Poutou** à l'élection présidentielle. Voter pour lui, ce sera le moyen d'affirmer que nous sommes déterminés à combattre toutes les politiques de régression sociale, qu'elles viennent de la droite ou de la gauche.

SARKOZY ET LE «RÊVE ALLEMAND»

Sarkozy et le patronat, par voie de presse ou de télévision, ne jurent aujourd'hui que par le modèle allemand. Côté cours, la solution serait de copier simplement les méthodes appliquées outre Rhin afin de renouer avec la croissance, la compétitivité, la ré-industrialisation, les exportations... tout cela créant de l'emploi et nous protégeant du chômage.

Que rêver de mieux pour sauver le modèle libéral et calmer les inquiétudes du bon peuple, en ces périodes de crise ?

Mais côté jardin, la réalité est toute autre. Le rêve patronal est un véritable cauchemar pour la classe ouvrière. Le modèle allemand, c'est moins de chômage... mais à quel prix ?

Les salariés allemands ont «accepté» des sacrifices, en terme de salaire, de chômage, de flexibilité, d'abandon de droits sociaux, qui voit aujourd'hui une partie grandissante de la classe ouvrière et de la population appauvrie, subissant les conditions imposées par le patronat. La réalité en Allemagne, c'est : la retraite à 67 ans, pas de Smic, des millions de boulots précaires à 4€ de l'heure, avec zéro cotisation pour le patron, mais aussi pour le salarié (qui ne cotise donc ni pour la retraite, ni pour la maladie).

Des millions de travailleurs pauvres : au moins 2 millions avec moins de 6 € de l'heure, voire 4 € (720 € par mois, pour un temps complet).

Sans parler des conditions indignes faites aux chômeurs: indemnisation du chômage pendant seulement un an et ensuite, obligation de travailler pour un euro de l'heure pour avoir droit à leur maigre allocation de 351€.

Pour sauver leur système, Sarkozy et Merckel veulent faire payer leur classe ouvrière respective et appliquent les mêmes méthodes. L'intérêt des classes ouvrières française et allemande est d'unir leurs forces afin de mettre à bas ce système d'exploitation, au service des seuls possédants.

FRANÇOIS HOLLANDE

OU «LES BEAUX DISCOURS DU DIMANCHE

Lors de son discours inaugural au Bourget, le candidat socialiste a visé l'électorat de gauche. Posture radicale, envolées lyriques, se réclamant de l'héritage du Front Populaire, de la Résistance, de la Libération, de mai 68, le candidat du PS s'est dépeint en futur président de la république, pourfendeur impitoyable des agissements de Sarkozy.

Afin de bien affirmer son ancrage populaire, le « futur » président a déclaré : « *j'aime les gens* », identifiant son véritable adversaire : « *c'est le monde de la finance qui a pris le contrôle de la*

société et de nos vies ». Que demander de plus pour un discours qu'on aime entendre du côté des classes populaires ? Mais derrière les belles paroles... le candidat Hollande a prévenu : s'il est élu, les deux premières années de son quinquennat seront « dures », les questions sociales seront abordées ensuite... si la croissance le permet ! Très clair aussi lors de son intervention télévisée : pas question de défaire tout ce que la droite a fait.

Retour à l'âge légal de la retraite à 60 ans pour tous ? Retour aux 37,5 annuités ? Pas question ! Régularisation des tous les sans papiers ? C'est niet ! 60.000 postes à créer dans l'Education ? Pas question ! Ils seront ponctionnés sur les effectifs supprimés dans d'autres secteurs des services publics. Interdire les licenciements ? Vous plaisantez !!

Le candidat Hollande fait de beaux discours le dimanche... mais le restant de la semaine, il partage le credo de tous les socio-libéraux et de leur version «gauche» de l'austérité : amélioration de la compétitivité, maîtrise des finances publiques, remboursement de la dette... Et tout cela au détriment des salaires et de l'emploi ! Le changement, c'est maintenant ? ... Mon œil !

PETROPLUS : PATRONS VOYOUS

Le groupe de raffinage suisse Petroplus a annoncé la fermeture de son site de 550 salariés, à Petit-Couronne. Mais peu avant de se déclarer en faillite, Petroplus-France a pris soin de vider son compte de 122 millions d'euros et de 59 millions de dollars.

Une preuve de plus que lorsque les patrons prétendent perdre de l'argent, voire être en faillite, il ne faut leur faire aucune confiance. De nombreuses entreprises menacent de fermer ou licencient du personnel. Il faut exiger et imposer la levée du secret bancaire et le contrôle par les travailleurs des comptes des entreprises, ainsi que de ceux de leurs dirigeants et actionnaires.

LA DURE VIE DU RÉVISIONNISME

Le TGI de Paris a débouté les héritiers de Louis Renault qui contestent la nationalisation de Renault en 1945 et réclament une réparation financière. Selon eux, Louis Renault n'aurait pas collaboré avec les nazis. Il aurait agi «sous la contrainte». Un peu plus et ils vont en faire un résistant

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

**POUR NOUS
CONTACTER:**
didier.laforets@free.fr
site national du NPA:
www.npa2009.org

PHILIPPE POUTOU

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste

